

## FAUSSES RUPTURES ET CYNISME DANS LES AFFAIRES EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES

Nicolas Sarkozy prétendait, à Strasbourg en février 2007, remettre la France au cœur de l'Europe et sortir celle-ci de la crise dans laquelle elle était plongée par un « traité simplifié » ou « mini-traité ». Un an plus tard, si le nouveau « Traité de Lisbonne » existe et est en voie de ratification par les Etats membres, c'est surtout grâce à l'action des Autorités allemandes et du gouvernement socialiste portugais qui ont partagé les présidences de l'UE au cours de l'année 2007.

Loin de remettre la France au cœur de l'Europe, les propositions et déclarations brouillonnes de Nicolas Sarkozy sur l'Union méditerranéenne ou sur la BCE ont affaibli le crédit de la France auprès de ses partenaires Etats membres de l'UE.

Dans le domaine des relations internationales, Nicolas Sarkozy prétendait incarner sur ses prédécesseurs trois principales ruptures, soit :

- la fin du « domaine réservé » au profit de débats parlementaires et de comptes-rendus de l'action extérieure ;
- l'affirmation de la démocratie et des droits de l'homme partout dans le monde, y compris en Afrique ;
- l'amélioration des relations entre la France et les États-Unis d'Amérique.

Qu'en a-t-il été de ces prétendues « ruptures » ?

Le « domaine réservé » devient un véritable « domaine confisqué » auquel les parlementaires, voire les membres

du gouvernement, n'ont quasiment jamais accès : où sont les débats et responsabilités parlementaires sur les opérations extérieures de nos armées au cours de la période récente (Tchad, Afghanistan, ...) ? Où est le débat public sur l'accès au nucléaire civil que la France facilite au gré des pérégrinations présidentielles ?

La rupture sur les droits de l'homme et la démocratie a été pulvérisée par le « Discours de Dakar », l'hommage à Poutine après les élections législatives russes, la visite à Paris de Khadafi, le soutien à Idriss Déby au Tchad, à Ben Ali en Tunisie, à Bongo au Gabon,...

Reste la troisième et dernière rupture. Nicolas Sarkozy s'efforce de renouer avec les États-Unis d'Amérique, mais il se trompe de destinataire : au lieu d'honorer un peuple ami, il ne fait que flatter un Président finissant et une administration qui laisseront un sinistre souvenir ! C'est en définitive le seul G W Bush qu'il salue avec emphase.

Les relations internationales et la politique européenne doivent s'inscrire dans une démarche à la fois plus coopérative avec nos partenaires et globalement plus éthique, défendant le droit et la démocratie, débattues publiquement dans les enceintes parlementaires et dans la cité. Les socialistes veulent poursuivre et développer cette voie, contre Nicolas Sarkozy, fossoyeur de ses propres promesses !

